

NOTE DE LECTURE

Un Iran possesseur de l'arme nucléaire : un problème politique difficile, mais non insoluble

par Bernard Sitt, Directeur du CESIM

(A nuclear-armed Iran : a difficult but not impossible policy problem, Rapport de la Century Foundation, par Barry R. Posen, décembre 2006, 28 p., www.tcf.org)

S'agissant de la crise iranienne, les négociations restent dans l'impasse et la politique de sanctions connaît depuis quelques mois un début laborieux de mise en œuvre. L'éventualité d'un échec, à la fois des unes et de l'autre, a souvent été évoquée, et paraît, selon l'auteur, aujourd'hui très probable. Le présent rapport analyse dans cette hypothèse les options réalistes restantes, et conclut qu'une stratégie américaine de dissuasion et de « *containment* » est possible et préférable à l'autre alternative envisageable, qui est celle de frappes préventives d'ampleur diverse, qui toutes apparaissent d'une efficacité douteuse ou contre-productives.

Les menaces que présenterait un Iran doté de l'arme nucléaire, et qu'il s'agirait de dissuader, sont au nombre de quatre :

1. sa politique étrangère pourrait devenir plus aventureuse et plus violente ;
2. il pourrait utiliser la menace nucléaire à des fins de chantage vis-à-vis de certains pays ;
3. il pourrait procurer des armes nucléaires à des acteurs non-étatiques ;

4. il pourrait lancer des frappes nucléaires sur Israël, en dépit des représailles (nucléaires) qu'il ne manquerait pas de subir.

La première de ces quatre menaces mérite d'être pondérée, et l'argument de B. Posen est ici que la possession de l'arme nucléaire ne changerait guère les positions de l'Iran dans la région et au-delà. Ce pays pratique déjà « la subversion et la terreur », et semble ne pas craindre outre mesure une invasion de son territoire, du fait de la taille de celui-ci (trois fois la France) et de l'importance de sa population (70 millions). Et l'échec de l'invasion de l'Irak par la coalition américaine contribue à le renforcer dans cette vue. L'Iran pourrait par ailleurs s'abriter derrière sa dissuasion pour mener des attaques conventionnelles contre certains Etats voisins. Mais l'on peut observer que la capacité nucléaire d'Israël n'a pas suffi à lui éviter les attaques de missiles lors de la récente crise du Liban. Il faut noter aussi que les capacités militaires offensives conventionnelles de l'Iran sont réduites, et qu'il ne dispose pas des moyens budgétaires nécessaires à leur renforcement. De surcroît, tout Etat de la région attaqué par l'Iran bénéficierait de l'assistance des forces américaines stationnées dans le Golfe, qui sont considérables.

Le deuxième usage possible de la dissuasion iranienne serait celui de la coercition vis-à-vis d'Etats voisins, que Téhéran pourrait contraindre à distendre leurs liens avec Washington, à réduire leur production de pétrole ou à augmenter le prix du baril. L'argument de l'auteur est ici qu'aucune puissance nucléaire, depuis la fin de la Guerre froide, n'a cherché à user de la menace nucléaire à des fins de chantage politique, et que d'ailleurs les Etats-Unis (et leurs alliés) ne manquent pas de moyens pour contrer de telles pratiques. Parmi ces moyens, il faut en particulier noter que les Etats-Unis pourraient offrir une garantie nucléaire aux Etats arabes du Golfe. Naturellement, l'on ne peut pas être certain qu'un Etat tel que l'Arabie Saoudite n'hésiterait pas entre l'abri offert par la garantie américaine et une menace nucléaire iranienne. Mais ce pays ne peut évidemment pas ignorer que s'il venait à céder à la pression iranienne, cela reviendrait pour lui à se placer sous la dépendance de Téhéran.

La troisième menace de l'Iran nucléaire, qui serait celle de la fourniture d'une arme nucléaire à un acteur non étatique, est considérée par B. Posen comme hautement improbable car, pour l'Iran comme pour tout autre pays :

- elle ne répondrait à aucun intérêt stratégique autre qu'un objectif de pure destruction, laquelle ne porterait atteinte ni à l'existence même de l'Etat ni à sa puissance politique ;
- elle inviterait à des représailles nucléaires, dès lors qu'il serait possible de remonter à « l'Etat voyou » à la source, à travers l'analyse

des caractéristiques de l'explosion et l'exploitation simultanée de toutes les ressources de renseignement utilisables ;

- elle serait non contrôlable, en ce sens que l'Iran ne pourrait s'appuyer sur aucune certitude que l'arme serait effectivement utilisée contre l'objectif agréé, ou qu'elle ne serait pas recédée à un autre utilisateur.

S'agissant, enfin, du scénario de frappes nucléaires sur Israël, qui ne pourraient qu'être suivies de représailles nucléaires, il est vrai que la vulnérabilité démographique et territoriale de l'Iran à un échange nucléaire est inférieure à celle d'Israël, et que l'agressivité actuelle du régime de Téhéran à l'égard d'Israël pourrait, si elle se maintenait dans les années à venir, aller jusqu'à l'emploi de l'arme nucléaire. Mais dans un tel échange, les capacités vitales de l'Iran seraient détruites (plus de 15 millions d'iraniens vivent dans huit villes qui concentrent l'essentiel des capacités économiques du pays), ce que les 'leaders' iraniens actuels ne sauraient ignorer. De surcroît, le responsable au premier chef de la politique de sécurité du pays est, comme chacun le sait, non pas le président Ahmadinejad, mais le Guide suprême de la Révolution, l'ayatollah Khamenei, qui est l'auteur d'une *fatwa* contre le développement, la production, le stockage et l'utilisation de l'arme nucléaire. Au demeurant, les 'leaders' religieux iraniens ont montré par le passé qu'ils étaient sensibles aux enjeux stratégiques. Tel l'ayatollah Khomeini mettant un terme dans les années 1980 à la guerre avec l'Irak lorsqu'il eut constaté que les coûts en étaient trop importants. Ces 'leaders' paraissent donc dissuadables. Quant à M. Ahmadinejad, en dépit de ses outrances à l'égard d'Israël, il ne saurait disposer de l'arme nucléaire avant cinq à dix ans, ce qui risque d'excéder sa durée de vie politique, limitée comme pour tout président iranien à deux mandats de quatre ans.

En conclusion, l'auteur estime que les Etats-Unis peuvent et doivent faire savoir à l'Iran que l'usage de l'arme nucléaire à des fins de chantage ou d'agression armée, de manière ouverte ou clandestine, le placerait sous la menace de représailles nucléaires, et qu'ils devraient dans le même temps expliquer aux Etats de la région les raisons pour lesquelles ils sont prêts à assumer une telle stratégie, ainsi que les modalités de celle-ci (accords de sécurité et posture militaire).

L'argumentaire de B. Posen est bien structuré et convaincant dans l'ensemble : l'Iran est dissuadable. Mais il reste toutefois un point faible dans l'analyse des quatre menaces d'un Iran nucléaire : l'évaluation du risque de cession d'une arme nucléaire à un mouvement non étatique paraît optimiste. En effet :

- l'objectif de pure destruction est justement celui d'*Al Qaida* : toute atteinte, même limitée, aux intérêts vitaux américains ou plus généralement occidentaux est un objectif stratégique primordial ;

- l'identification et l'authentification de l'Etat à l'origine d'une frappe nucléaire terroriste n'est nullement garantie, et celui-ci pourrait tabler sur l'impunité.

Ainsi, il n'y a pas de garantie que cette « troisième menace » soit dissuadable. C'est à notre sens l'une des raisons qui font que le scénario d'un Iran capable de l'arme nucléaire n'est pas acceptable.